



Munich Personal RePEc Archive

Workers' remittances and economic development in Sub-Saharan African countries

TCHAMANBÉ DJINÉ Louise, TDL and MIAMO WENDJI Clovis, MWC

University Of Yaoundé II-SOA, University of Dschang, Cameroon

2012

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/38139/>
MPRA Paper No. 38139, posted 19 Apr 2012 14:23 UTC

Transferts Financiers des Migrants et développement en Afrique subsaharienne

Par :

TCHAMANBÉ DJINÉ Louise¹ et MIAMO WENDJI Clovis²

Résumé :

Ce travail a pour objet d'analyser la relation entre les Transferts Financiers des Migrants (TFM), la pauvreté et la croissance en Afrique subsaharienne. Les TFM semblent influencer le développement des pays bénéficiaires au même titre que l'ADP et l'IDE. Dans cette optique, nous nous inspirons des modèles de panel à effets fixes pour expliquer la relation entre TFM et pauvreté d'une part, TFM et croissance d'autre part. Compte tenu des spécificités de chacun des modèles, le recours à la méthode de variables instrumentales se révèle meilleure pour l'estimation du modèle de pauvreté, tandis que la méthode à correction d'erreurs standards s'avère plus indiquée pour l'estimation du modèle de croissance. Les résultats empiriques révèlent que les TFM ne contribuent pas significativement à réduire la pauvreté. Toutefois, il est important de noter que les TFM apparaissent comme un élément clef de la croissance économique au même titre que l'Investissement. Si les fruits de cette croissance sont orientés vers les investissements physiques, en capital humains et en infrastructures de base, on pourra observer à long terme, une réduction de la pauvreté.

Mots clefs: Transferts Financiers des Migrants, Pauvreté, Croissance, développement.

Abstract

The purpose of this paper is to analyze the relationship Workers' Remittances, poverty, and economic growth in Sub-Saharan African countries. Workers' Remittances seem to affect the economic development of recipient countries in the same way as Official Development Aid and Foreign Direct Investment. To achieve this objective, we use the fixed effects panel regression models to determine the link between Remittances and poverty on the one hand, Remittances and growth on the other. Recourse to the instrumental variables method turned out to be better for the estimation of the poverty model, while the standard error correction method proved to be well suited for the estimation of the growth model. Empirical results reveal that, Remittances inflows do not contribute significantly to the reduction of poverty. However, it is important to note that Workers' Remittances seem to be a key element in boosting economic growth in the same manner as investment. Thus, if decision makers allocate a substantial percentage of the fruits derived from this growth to investment in the development of human capital, physical and basic social infrastructures, it is very likely that poverty will be reduced in the long term.

Keywords: Workers' Remittances (WRs), Poverty, Economic Growth, Development.

Classification JEL : D63, F22, F24, F35, I31, I32...

¹ Université de Yaoundé II Cameroun, Courriel : ltchamanbe@yahoo.fr.

² Université de Dschang Cameroun, Courriel : c_miamo_w@yahoo.fr.

1- Introduction

L'Aide Publique au Développement (APD) est jusqu'à la fin des années 70, la principale source de financement externe d'un grand nombre de pays en développement. Le phénomène de mondialisation a vu se développer l'Investissement Direct Étranger (IDE) qui s'est révélé être une source importante de financement du développement, en contribuant significativement à la formation brute du capital fixe dans beaucoup de pays pauvres¹. Parallèlement à l'IDE, l'importance des flux migratoires s'est accompagnée d'un développement concomitant des Transferts Financiers de fonds effectués par des travailleurs Migrants (TFM) en direction de leurs pays d'origine. Bien plus, les TFM connaissent ces dernières années, un intérêt au sein des institutions de développement -Banque mondiale, FMI, OCDE, ONU- étant donné que ces derniers contribuent significativement à la réduction de la pauvreté et au développement dans les pays bénéficiaires (Banque Mondiale, 2010).

Une analyse comparative de ces trois sources externes de financement conclut à une diminution continue de l'APD depuis le début des années 1990², une hausse de l'IDE et une augmentation des TFM (Banque mondiale, 2005). En raison de leur relative stabilité, les envois de fonds sont aussi considérés comme une source de financement permettant d'atténuer les effets de la crise³. Les TFM constituent un dispositif important de la politique redistributive à l'échelle planétaire et de la promotion de la croissance dans les pays pauvres. Ils s'affirment dès lors comme un instrument sur lequel les pays pauvres devraient compter pour implémenter leurs politiques de développement. Le moyen efficace et dynamique pour mener à bien une telle politique est de s'assurer que les TFM contribuent effectivement à la lutte contre la pauvreté et à la promotion de la croissance économique dans les pays du Tiers-Monde⁴. L'accroissement du volume des TFM à travers le monde accompagne le fait que cette ressource n'est plus essentiellement destinée à la consommation des ménages. Elle participe de plus en plus au financement des investissements, moteur de la croissance économique.

¹ Le rapport « Global Development and Finance (2003) » de la Banque mondiale souligne que l'IDE a été d'une importance considérable pour les petits pays pauvres comme le Lesotho, la Mauritanie, la Moldavie et le Mozambique. Le même rapport précise que l'IDE, d'une moyenne annuelle de \$ 0,5 milliards dans les années 80 est passé à \$ 3,5 milliards en 1990 et à \$ 8,4 milliards en 2004.

² Rapport « Global Development and Finance (2003) ».

³ Ratha (2008) fait remarquer que les envois de fonds constituent une partie importante du PIB des pays tels que le Tadjikistan (45 %), la Moldavie (38 %), le Tonga (35 %), le Lesotho (29 %) et le Honduras (25 %).

⁴ Puisqu'il est avéré que l'élévation du revenu par habitant dans les pays pauvres permet d'améliorer globalement le bien-être, ceci à travers la consommation, l'accès au savoir et aux soins, l'espérance de vie, qualité de la vie, ...

L'Afrique, continent le plus pauvre de la planète n'est pas toujours le premier bénéficiaire des TFM. Quand bien même certains pays de ce continent comme le Lesotho réalisent des performances acceptables en matière de TFM, d'autres comme le Cap-Vert restent à la traîne par rapport à la moyenne mondiale¹. Ces derniers pays éprouvent des difficultés à mobiliser les ressources supplémentaires pour financer leur développement. Des questions se posent alors sur la capacité des TFM à faire reculer la pauvreté, à impulser et à soutenir la croissance dans les pays africains, en particulier ceux situés au sud du Sahara parmi lesquels figurent quelques pays classés comme les plus pauvres de la planète². En d'autres termes, les TFM qui dès le départ étaient destinés à voler au secours des populations pauvres dans les pays bénéficiaires réalisent-ils effectivement cette mission ? Avec les flux sans cesse croissants des transferts, ces fonds peuvent-ils influencer positivement la croissance des pays les plus pauvres d'Afrique ?

La réponse à ces questions passe nécessairement par une analyse empirique sur la capacité des TFM à réduire la pauvreté et à stimuler la croissance économique en Afrique subsaharienne. L'objet de ce travail revient alors à analyser les effets des TFM sur le développement des pays de l'Afrique au sud du Sahara à travers, son impact sur l'amélioration générale des conditions de vie et l'accroissement de la richesse dans ces pays. Pour ce faire, nous allons présenter les statistiques sur l'évolution des trois principales sources externes de financement du développement (APD, IDE, TFM). Par ailleurs, nous présenterons la revue de la littérature sur l'impact des TFM sur la pauvreté et la croissance. La description des modèles économétriques utilisés pour capter ces influences nous permettra de présenter le panel de pays étudiés, de décrire et de commenter les tendances observables sur cette partie du continent.

2– Mise en perspective de la diversité des sources de financement

La Banque africaine de développement (BAD) accorde une haute priorité à la promotion des envois de fonds effectués par les travailleurs migrants d'une part, et à leur impact sur le développement en Afrique d'autre part. En effet, parmi les catégories de fonds qui sont transférées en direction de l'Afrique (APD, ADE, TFM), diverses études indiquent

¹ Le classement des grandes zones régionales du monde (Asie de l'Est et Pacifique, Europe et Asie Centrale, Amérique latine et Caraïbes, Moyen orient et Afrique du Nord, Asie du Sud, Afrique Subsaharienne) montre que l'Afrique Subsaharienne apparait en dernière position, derrière l'Asie de l'Est et Pacifique, l'Asie du Sud et l'Amérique Latine qui sont les champions des TFM. Ces envois des fonds étant substantiels dans le recul de la pauvreté même en situation de crise sociopolitique, il serait intéressant pour les pays Africains d'étendre l'analyse de l'impact de cette source de financement à d'autres considérations.

² On peut citer entre autre : le Niger, le Mali, le Tchad et le Mozambique (Banque Mondiale, 2005).

que les TFM prennent une importance croissante dans les économies des pays à forte migration. Cependant, malgré leur poids, les flux financiers générés en direction des pays africains demeurent mal connus. Bien plus, de nombreuses zones d'ombres subsistent tout d'abord quant à l'utilisation véritable de l'ensemble de ces ressources, ensuite de leur capacité à améliorer les conditions de vie dans les pays bénéficiaires et enfin à modifier à terme les structures de ces pays. De l'analyse comparative des principales sources de financement dans le cas spécifique de l'Afrique, il apparaît une controverse autour de l'APD et l'IDE (2-1), ce qui a suscité un regain d'intérêt pour les sources de financement endogènes à l'instar des TFM. Une comparaison entre APD, IDE et TFM justifie ce qui précède (2-2).

2-1 Controverse autour de L'APD et de l'IDE en Afrique

L'objectif premier de l'APD est de réduire la pauvreté dans toutes ses dimensions. L'un des moyens d'y parvenir est d'améliorer la croissance économique dans les pays en développement. En effet, l'aide contribue non seulement à financer l'investissement dans les pays pauvres, mais aussi à accroître le stock de capital, étant donné que la capacité de production est proportionnelle au stock de capital (Domar, 1946). Elle participe de ce fait à la croissance économique, facteur incontournable du développement¹. Paradoxalement, les pays d'Afrique sub-saharienne en général, qui bénéficient aussi de l'aide internationale depuis leur indépendance, n'ont pratiquement pas évolué de leur situation initiale après un demi-siècle d'aide au développement. Beaucoup de pays ont même régressé². L'augmentation de la pauvreté parallèlement à la politique d'aide au développement ainsi que les problèmes liés à l'endettement de certains pays aidés vont conduire l'aide au milieu des années 1990, dans une crise de légitimité sans précédent. Le débat sur l'aide, son efficacité, ses conditions et la dette s'est alors développé depuis ce temps. L'Afrique sub-saharienne, où les estimations sont les plus pessimistes est placée au cœur de ce débat.

Avec l'avènement de la mondialisation et le développement des migrations internationales, l'IDE et les TFM se sont développées à côté de l'APD. Cependant, dans

¹ Considérons l'exemple de la Corée du Sud. Le pays s'est largement développé en l'espace de trente ans, grâce à des financements internationaux. Entre 1945 et 1961, la Corée du Sud n'a pas reçu d'investissements privés étrangers. Elle a bénéficié de 3,1 milliards de dollars US d'aide des États-Unis sous forme de dons. La Corée du Sud a développé avec l'aide américaine reçue, son infrastructure routière, les équipements de santé et d'éducation qui faisaient cruellement défaut.

² A l'opposé des succès éclatants de l'aide internationale en Asie, on observe des échecs répétés dans plusieurs pays africains en dessous du Sahara (on peut citer entre autre la Zambie, la RDC, la République Centrafricaine, le Congo, la Mauritanie, le Togo, la Guinée Bissau. Dans ces pays, le décollage économique espéré grâce au financement extérieur ne s'est pas opéré et l'aide internationale au développement n'a laissé derrière elle que des dettes colossales. La plupart des pays africains ploient aujourd'hui sous d'énormes dettes. A titre d'exemple, en 2000, la dette du Sénégal représentait environ 80% de son PIB (Banque Mondiale, 2006).

l'environnement africain où sévit l'extrême pauvreté caractérisé par une carence en capital humain et en infrastructure, les investisseurs sont moins motivés à effectuer des transferts de revenus sous formes d'IDE, étant donné le risque élevé. Pourtant on observe à côté de ce comportement spéculatif, un afflux important de TFM vers leurs pays d'origine. Le volume sans cesse grandissant des TFM fait de ce dernier une source non négligeable de financement du développement.

2-2 TFM et autres sources externes de financement

Le développement des mouvements migratoires ces dernières années, s'est accompagné d'une évolution sans cesse croissante des flux financiers expédiés par les migrants¹ à destination de leurs familles dans les pays d'origine. Des volumes record ont même été atteints depuis le début du millénaire. Ces transferts se positionnent de plus en plus comme une source extérieure de financement du développement non négligeable².

Les TFM sont des envois de fonds effectués par les migrants à destination de leurs pays d'origine. Le FMI distingue trois composantes dans les TFM. D'abord les transferts des travailleurs immigrés correspondant à la valeur monétaire des envois faits par les travailleurs résidant à l'étranger depuis plus d'un an. Ensuite les compensations des employés des ambassades et services consulaires notamment, et correspondant aux rémunérations, bénéfices et avantages divers des étrangers résidant à l'extérieur pour moins d'un an. Enfin les transferts des migrants qui correspondent à la valeur des flux d'intérêts, de profits et dividendes entre pays, apparaissant lorsque des résidents d'un pays détiennent des actifs dans d'autres pays et transférés par compte international³. Il s'agit en d'autres termes, des transferts bancaires des gains d'un pays à un autre.

Dans le cadre de ce travail, les TFM retenus sont la somme des transferts des travailleurs immigrés et des compensations des employés tels qu'ils ressortent des données statistiques de la Banque mondiale que nous utilisons. La diversité des acteurs à l'envoi des

¹ Les Nations Unies considèrent comme migrant, toute personne qui vit hors de son pays de naissance depuis plus d'un an. Selon les Nations Unies, le nombre de migrants dans le monde a augmenté de plus de 20 millions de personnes sur dix ans et représente aujourd'hui 3% de la population mondiale. En termes de composition, le profil socio-économique du migrant a également évolué. Homme célibataire et ouvrier sans qualification des années 70, il apparaît que les flux contemporains de migrations se caractérisent par un nombre croissant d'immigrants clandestins, d'étudiants, de réfugiés demandeurs d'asile, de migrants hautement qualifiés et de femmes.

² La Banque mondiale (2006) estime que les transferts financiers des migrants ont atteint 100 milliards de dollars américains en 2003.

³ Selon le FMI, au cours des 15 dernières années, les transferts financiers des travailleurs immigrés représentent 2/3 du total mondial des transferts financiers des migrants, contre 25% pour les compensations des employés et 10% des transferts des migrants.

fonds ont permis une envolée des flux transférées vers les pays d'origine des migrants, au point où les envois des fonds effectués par les migrants emboitent de plus en plus le pas aux autres sources de financement du développement.

Un récent rapport de la Banque mondiale (2005)¹ révèle qu'en 2004, les TFM en direction des pays pauvres ont atteint 15,9 millions de dollars, soit en moyenne 5,1% du PIB en 2002/2003 contre 2,8% en 1990 /1991. Une comparaison entre les TFM et les autres sources externes de financement du développement, fait apparaître une baisse drastique de l'Aide Publique au Développement (APD) depuis les années 90, une croissance des flux d'Investissement Direct Étrangers (IDE) et une hausse des TFM qui occupent la deuxième place derrière l'IDE.

D'après les statistiques officielles, les envois de fonds des émigrés vers l'Afrique en 2007 s'élevaient à 36,9 milliards USD. Ce montant devrait dépasser les 45 milliards USD en 2012. Bien que l'on dispose de peu d'informations à ce sujet, et que la plupart des données sur les migrations et les envois de fonds ne sont pas toujours disponibles pour tous les pays, les recherches montrent que les fonds envoyés par les émigrés contribuent énormément à réduire la pauvreté en Afrique. Des études révèlent également que les envois de fonds augmentent les revenus des ménages pauvres et, d'une façon indirecte, stimulent la croissance (Nagarajan, 2009).

Les TFM revêtent aujourd'hui une importance considérable comme source de financement externe du développement. Toutefois, il n'en demeure pas moins vrai que l'interaction entre migration, transferts financiers des migrants et développement a été longtemps un sujet de controverses entre les chercheurs et les hommes politiques. Pendant plusieurs années en effet, les chercheurs ont analysé les déterminants des mouvements migratoires indépendamment de leurs effets et vice - versa.

3- TFM et développement dans les pays de destination

La revue de la littérature relative à l'impact des TFM dans les pays d'origine permettent de distinguer une opposition entre deux tendances : la première considère les TFM comme un frein au développement économique des pays d'origine des migrant et la seconde considère cette source de financement plutôt comme une manne financière participant au développement des pays bénéficiaires à travers la réduction de la pauvreté et l'impulsion de la croissance économique.

¹ Banque mondiale (2005), Global Development Finance (2003).

3-1 TFM comme frein au développement économique des pays bénéficiaires

La perception des TFM comme n'ayant aucun impact sur le développement des pays exportateurs de main d'œuvre était présente dans les analyses de Todaro (1969), Harris et Todaro (1970). Bien plus, certaines études relèvent même que les transferts ne bénéficieraient pas aux pauvres. En particulier, Adams (1991) montre que les transferts de fonds ont fait augmenter l'inégalité de revenu en Égypte. L'une des principales raisons de cet état de fait est que les familles aisées sont plus à même de payer les frais liés aux migrations internationales que les autres. La migration internationale étant une entreprise coûteuse, elle concerne très souvent les ménages les plus aisés, capables d'envoyer leurs membres à l'étranger. Les ménages pauvres seraient donc moins susceptibles de bénéficier de ces flux. Cette situation tend à générer à terme des inégalités et à accroître le fossé entre riches et pauvres (Koechlin et Leon, 2007; Chauvet et Mesplé-Somps, 2007).

Dans une étude récente sur le Vietnam, Viet (2008) a conclu que si les envois de fonds de l'étranger augmentent de façon remarquable le revenu et la consommation des ménages, ceux-ci ne contribuent que de façon limitée à la réduction de la pauvreté. Aussi, de la Fuente (2008) a constaté dans le cadre de son étude au Mexique, une relation négative statistiquement significative entre les envois de fonds étrangers et la pauvreté à venir pour les ménages ruraux.

En ce qui concerne la croissance, le scepticisme concernant la capacité des TFM à impulser de manière significative et positivement l'accroissement des richesses, a aussi entretenu le débat de certaines analyses visant à relier les envois de fonds à la croissance. Ces études relèvent entre autre que les envois de fonds sont consacrées en général au financement de la consommation, la construction de la maison, le remboursement de la dette et le financement des migrations futures (Stark et Levhari, 1982; Ahlburg, 1991). Selon ces auteurs, les envois de fonds ont permis d'accroître le niveau de consommation sans pour autant créer une base solide au sein de l'économie nationale, puisque seule une faible proportion de ménages en bénéficie.

Le manque d'investissement dans des activités productives jette dès lors un doute sur le rôle des envois de fonds à impulser la croissance économique¹, renforçant ainsi le point de vue des auteurs qui attribue aux TFM la vocation d'instrument de lutte contre la pauvreté. Ces

¹ En outre, les envois de fonds pourraient affecter indirectement l'offre de travail en incitant certains ménages bénéficiaires à moins travailler. Cela pourrait réduire l'offre de travail et par là, réduire la croissance économique.

études contrastent toutefois avec celles qui considèrent les TFM comme un instrument favorisant le développement des pays d'origine.

3-2 TFM comme atout de développement économique des pays bénéficiaires

Les premières études relatives à l'impact des envois de fonds dans les pays en développement se sont d'abord focalisées sur leur capacité à réduire la pauvreté, car ces afflux de fonds aident directement à réduire la pauvreté par l'augmentation des revenus des bénéficiaires (Adams et Page, 2003). Ces revenus qui augmentent jouent un rôle significatif dans l'accroissement de la consommation des pauvres. Ainsi, indépendamment de son impact sur la croissance économique, une telle augmentation de la consommation permet élever le niveau de vie des ménages pauvres (Adams et Page, 2005 ; Gupta et al., 2009)¹.

L'augmentation sans cesse croissante du flux des TFM dans les pays de destination permet d'observer des nouvelles orientations des fonds vers des activités ayant une influence directe sur la croissance. Brown (1994) examine la relation entre les envois de fonds, l'épargne et l'investissement dans les îles Tonga et Samoa, en se basant sur la micro-analyse au niveau de l'utilisation des envois de fonds par les ménages. Il en ressort que ces flux financiers apportent une contribution importante à l'épargne et à l'investissement des économies insulaires. En outre, Stark et Lucas (1988) montrent que la migration fait partie d'une stratégie de diversification des revenus des ménages, de plus en plus intégrées dans les politiques de développement des pays de destination des flux financiers. Selon Russel (1992) les TFM augmentent les revenus des ménages et soutiennent la demande locale. L'effet est d'autant plus profitable que si la demande porte sur les produits fabriqués dans le pays d'origine ou qu'il s'exerce dans un marché faiblement concurrentiel, de peur que le surcroît de demande ne s'accompagne de tensions inflationnistes annulant ainsi l'effet de la demande.

Les transferts des migrants, moins volatiles que les autres sources de financement externes (Chami et al., 2008) peuvent avoir des effets stabilisateurs s'ils sont par exemple contracycliques (Spatafora, 2005; Fajnzylber et al., 2007; Bugamelli et Paterno, 2008; Chami et al., 2009). Selon Ratha (2003, 2007), les TFM atténuent les chocs dans la mesure où la récession économique incite d'autres travailleurs à émigrer alors que ceux qui travaillent déjà

¹ Dans cette lancée, Adams et Page (2005) examinent les effets des transferts sur la pauvreté dans 71 pays en développement. Les résultats montrent que les migrations internationales et les envois de fonds permettent de réduire considérablement le niveau, la profondeur et la sévérité de la pauvreté dans ces pays. En effet, lorsque la part des migrants augmente de 10% en moyenne, l'indice numérique de pauvreté baisse de 1,6%. Par ailleurs, une hausse de 10% des TFM dans le PIB d'un pays conduit à une baisse de 1,2% de la proportion des populations vivant avec moins de 1 dollar par jour, et à 2% de réduction de l'intensité ou de la gravité de la pauvreté dans les pays considérés.

à l'étranger augmentent le volume des TFM envoyés à leurs familles restées aux pays, pendant que les capitaux spéculatifs à l'inverse s'échappent. En outre, les transferts des migrants ne nécessitent pas de contrepartie de la part des autorités publiques, ils ne sont pas sujets à la contagion, aux paniques, aux bulles ou aux pressions politiques (Kapur et Singer, 2006)¹.

Plus récemment, les envois de fonds aident de plus en plus les ménages à mettre sur pieds des petites activités commerciales ou des petites unités de production (Yang, 2004; Woodruff et Zenteno, 2001). Les TFM n'étant pas soumis à la contrainte de crédit notamment celle relative aux garanties, l'accroissement de ces ressources faciliterai l'activité entrepreneuriale et permettrait une augmentation de l'investissement privé. Au-delà de l'investissement physique, les envois de fonds pourraient également aider à financer l'éducation et la santé, qui sont également des variables clés pour la promotion de la croissance économique à long terme. Les envois de fonds permettent de ce fait d'augmenter à la fois les investissements physiques et en capital humain, réduisant à terme, le niveau de pauvreté multidimensionnel.

Par la suite, les envois de fonds pourraient générer des effets positifs sur la croissance économique à travers les mécanismes de l'effet multiplicateur. Étant donné qu'il existe des liens en amont et en avant dans les activités d'investissement, une hausse de l'investissement d'un ménage pourrait générer une augmentation du revenu des autres ménages. Dans le contexte de rendements croissants, l'expansion d'un secteur pourrait augmenter la taille des autres secteurs. La vérification des relations TFM, pauvreté et croissance dans le contexte africain s'appuiera les modèles d'économétrie de panel.

4- Choix des modèles et description des pays étudiés

Au-delà de la controverse relevée ci dessus, une analyse pertinente de la relation entre TFM, pauvreté et croissance en Afrique subsaharienne nécessite le recours aux modèles économétriques. Pour ce faire, les modèles de panel ont été retenus compte tenu de la structure des données.

¹ Cependant, les transferts des migrants peuvent également être procycliques lorsqu'au lieu d'être motivés uniquement par l'altruisme, ils sont motivés par la recherche de l'intérêt personnel du migrant dans une optique de diversification de son portefeuille. Le risque pour un pays qui reçoit des transferts des migrants procycliques est lié au fait que ceux-ci peuvent exacerber davantage le cycle économique (Ebeke, 2010).

4-1 Présentation des modèles

Le choix des modèles à utiliser pour mesurer l'impact des TFM sur le développement économique à travers la pauvreté et la croissance est déterminant pour la pertinence des résultats. En nous inspirant des travaux récents de Dollar et Kraay (2002), Berg et Krueger (2003), Jongwanich (2007), nous adoptons le modèle de pauvreté représenté par l'équation ci-dessous :

$$Pov_{it} = \beta_0 + \beta_1 Grow_{i,t} + \beta_2 In_{it} + \beta_3 TFM_{it} + \beta_4 CH + \beta_5 C_{it} + \alpha_i + \varepsilon_{it} \quad (1)$$

Où

Pov : est la mesure de pauvreté.

Grow : la croissance économique. La croissance quant à elle évolue dans les deux sens par rapport à la pauvreté. Lorsqu'elle est propauvre, le signe de β_1 sera positif et négatif dans le cas contraire. Une valeur négative pour le coefficient β_1 est souhaitable.

In : les inégalités. Les inégalités dans la répartition des revenus ont tendance à avoir un impact négatif sur la réduction de la pauvreté.

TFM : représentant les Transferts Financiers des Migrants. Comme nous l'avons constaté dans la littérature, les *TFM* peuvent influencer positivement ou négativement la pauvreté.

CH : le capital humain. Un accroissement du capital humain augmente la capacité des pauvres à générer des revenus, les coefficients associés à ces variables devraient être positifs.

*C*¹ : la variable de contrôle. La variable de contrôle (*C*) utilisée dans ce modèle dépend de l'inflation (*Inf*) et le degré d'ouverture (*DO*).

α_i est l'effet spécifique non observé du pays et ε le terme d'erreur.

Le modèle utilisé pour étudier la relation entre TFM et croissance économique est inspiré des études de Barro (1996) et Jongwanich (2007). Il se présente comme suit:

$$Grow_{it} = c_0 + c_1 PIB_{i,t-1} + c_2 I_{it} + c_3 TFM_{it} + c_4 Inf_{it} + c_5 DO_{it} + c_6 DP_{it} + \alpha_i + \varepsilon_{it} \quad (2)$$

Où

¹ Une hausse de l'inflation a tendance à avoir un impact négatif sur la réduction de la pauvreté. Le coefficient associé à la réduction de la pauvreté par l'ouverture des échanges commerciaux est ambigu (Berg et Krueger, 2003). Les pauvres pourraient bénéficier de la libéralisation du commerce au moins autant que l'individu moyen dans la population. La libéralisation commerciale pourrait aggraver les inégalités de répartition des revenus, notamment chez les travailleurs à faible compétence face à la concurrence étrangère accrue, rendant ainsi les pauvres encore plus pauvres. Dans ce cas, la libéralisation des échanges est un mauvais point pour la réduction de la pauvreté, en dépit de ses effets positifs sur la croissance globale.

$Grow$ est le taux de croissance moyen du revenu par tête (PIB/habitant) du pays i au cours de la période t (Burnside et Dollar, 2000 ; Easterly *et al.* 2003 ; Clemens *et al.* 2004). Il représente la variable expliquée.

$PIB_{i,t-1}$ est le revenu par tête initial (en logarithme). Cette variable permet de prendre en compte les dotations initiales, dans le but de capter l'effet de convergence entre les économies¹. On prend son logarithme pour minimiser l'effet de grands écarts entre les revenus sur le taux de croissance (Burnside et Dollar 2000, Easterly 2003).

I est le taux d'investissement de l'économie i à la date t ; exprimé en pourcentage du PIB. Son effet est analysé avec un retard d'une période.

TFM les Transferts Financiers des Migrants. Comme discuté dans la section précédente, le coefficient associé à des envois de fonds reste aussi ambigu pour ce modèle.

α_i est l'effet spécifique non observé du pays et ε le terme d'erreur. S'appuyant sur les spécifications de Barro (1996), Barro et Sala-i-Martin (1995) et Giuliano et Ruiz-Arranz (2005), nous introduisons la consommation du gouvernement (CGouv), le degré d'ouverture (DO), et l'inflation (INF)².

Par la suite, à l'instar de Hall et Jones (1999), nous nous sommes posé la question de savoir s'il existe dans nos modèles, des liens de causalité significatifs entre les variables endogènes (pauvreté et croissance), et les variables explicatives respectives. La réponse à cette question suppose une maîtrise de la population d'étude, à savoir les pays de l'Afrique Subsahariennes, ainsi que les caractéristiques propres à cette zone.

4-2 Structure du panel de pays étudiés

L'Afrique sub-saharienne, communément appelée « Afrique Noire » s'étend sur une superficie de 24,3 millions de kilomètres carrés. La région compte 49 pays³. Tous les pays de

¹ Le coefficient du PIB initial devrait être négatif, ce qui représente un taux de convergence conditionnelle. Sous des rendements décroissants, nous nous attendons à voir les pays les plus pauvres croître plus vite que les pays riches.

² Comme l'indique la littérature, l'ouverture est souhaitable pour promouvoir la croissance économique. Il aidera à allouer efficacement les ressources, à stimuler l'innovation et l'activité entrepreneuriale résultant de la concurrence et l'accès aux grands marchés, de réduire la rente des activités inspirées par la restriction du commerce. Nous nous attendons donc à une relation positive entre ouverture commerciale et croissance économique. En revanche, nous attendons les coefficients négatifs quant à ce qui concerne les variables relatives à la consommation publique et l'inflation. La consommation publique est une mesure approximative des dépenses publiques non productives. L'augmentation de cette variable a tendance à générer des impacts négatifs sur la croissance économique. La hausse des prix (l'inflation) tend à réduire les encaisses réelles, soumettant ainsi les agents privés à des coûts de transaction plus importantes. Une hausse de l'inflation tendra à avoir un impact négatif sur la croissance économique (Amewoa, 2008).

³ Au départ nous avons recensé 49 pays. L'Afrique du Sud a été enlevé de l'échantillon parce que présentant des caractéristiques différents des autres pays. La plupart des statistiques sur les pays comme l'Angola, le Burkina Faso, le Burundi, la république Centrafricaine, le Comores, la République Démocratique du Congo, la République du Congo, la Cote d'Ivoire, La Guinée Équatoriale, l'Érythrée, la Gambie, la Guinée-Bissau, le

la région bénéficient des TFM à des degrés divers. Cependant, la situation économique de l'Afrique sub-saharienne ne cesse de se détériorer depuis la crise économique de la fin des années soixante-dix¹. Bien plus, les pays de cette zone ont été plongés dans une phase de décadence économique, de laquelle ils ne semblent pas se remettre jusqu'à nos jours et ceci malgré l'afflux continu de capitaux étrangers (APD, IDE et TFM). Le retour à la croissance pour la plupart de ces pays au milieu des années 1990 marque une phase décisive de l'avenir de ces pays. Pour établir la relation existante entre les TFM, pauvreté et croissance dans ces pays, nous considérons un panel de pays sur la période 1994-2009.

Tableau 1 : Pays retenus dans la région

Benin	Ghana	Niger
Botswana	Guinée Con	Nigeria
Cameroun	Kenya	Sénégal
Cap vert	Lesotho	Sierra Leone
Éthiopie	Malawi	Togo
Gabon	Mali	

Source : Par les auteurs à partir des données disponibles sur les TFM

Tableau 2 : Statistiques financement externe pays de l'échantillon

Statistiques pays	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
TFM#	1.7	1.7	1.8	3.2	3.2	3.3	2.8	3.06	3.5	4.08	6.1	18.3	21.3	23.9	27.4	25.2
FDI#	2.1	2.2	2.4	2.2	1.9	1.7	1.9	2.1	2.5	2.5	2.7	2.6	2.5	2.7	2.4	3.2
ODA#	17.1	17.4	14.6	12.9	12.8	11.7	11.6	12.8	17.2	22.5	24	30.2	37.9	31.9	35.2	38.4
(TFM/GDP)%	2,3	2,4	2,2	2,1	2,1	2,1	2,0	2,1	2,3	2,6	2,7	3,4	3,6	3,7	3,4	3,5
(FDI/GDP)%	1,1	2,8	2,8	2,8	3,1	2,6	2,8	1,7	3,1	2,7	2,9	2,9	3,0	4,0	4,0	1,9
(ODA/GDP)%	15,9	13,1	11,0	9,3	9,7	8,3	9,4	11,0	10,0	11,0	11,0	9,7	9,5	9,6	9,2	8,9
Taux de Crois GDP	2,5	4,6	5,2	3,5	4,2	2,5	3,1	4,8	4,5	5,0	4,5	4,8	5,6	5,3	5,3	2,8
		94-95	95-96	96-97	97-98	98-99	99-00	00-01	01-02	02-03	03-04	04-05	05-06	06-07	07-08	08-09
Accroissement TFM		0,04	-0,1	-0,1	0,02	0,01	-0,1	0,1	0,1	0,1	0	0,33	0,02	0	-0,1	0,05
Accroissement IDE		1,59	0	0	0,26	-0,4	0,23	-1	1,3	-0,4	0,2	0,06	0,08	0,9	0,1	-2,0
Accroissement ODA		0,8	0,2	-0,7	0,26	-0,7	0,28	0,7	-0,1	0,2	0	0,12	0,31	-0,1	0	-0,9

Source : Calcul des auteurs à partir des données du WDI (Banque mondiale, 2010).

#En milliard de Dollar USA

Les statistiques relatives aux trois principales formes de financement externe dans cette zone (tableau 2), permet de décrire les premières tendances : Sur la période allant de 1994 à 2009, l'Afrique sub-saharienne a bénéficié de TFM croissants. Elle est passée

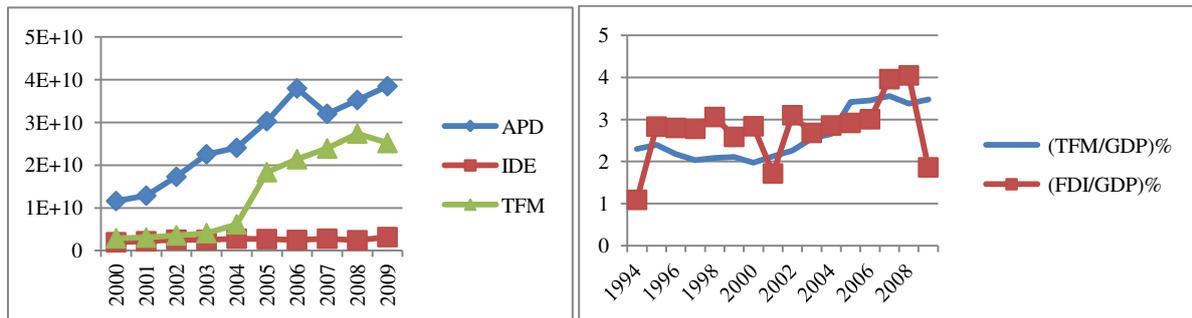
Liberia, Madagascar, la Mauritanie, la Zambie, le Mozambique, la Namibie, le Rwanda, Sao Tome et Principe, les Seychelles, la Somalie, le Soudan, le Swaziland, la Tanzanie, l'Uganda, Mayotte, le Zimbabwe ne sont pas disponibles pour des raisons diverses spécifiques à l'histoire de chaque pays.

¹ L'économie de la région est tombée dans une phase de décadence qui semble se prolonger. La baisse des cours des matières premières et des produits de base vers la fin des années 1970 a aggravé la situation économique des pays de la région. Les niveaux de vie ont subi une baisse considérable qui s'est traduite par une augmentation de la pauvreté.

d'environ 7% du revenu en 1999 à environ 24% en 2009. Pourtant, le taux de croissance économique a connu des évolutions à la hausse et à la baisse (1999-2004) et à la baisse (2005-2008). Évalué à 4,5% en 2005, ce taux a progressivement baissé jusqu'en 2009. C'est paradoxalement au moment où les TFM ont connu une explosion en termes de taux d'accroissement. En effet, à partir de 2005, le taux d'accroissement des TFM devient exponentiel, contrairement aux autres formes de financement (APD, IDE) dont l'évolution semble lente. Sur la période (2005-2009), on peut observer que la croissance moyenne de la région qui semble positive, connaît une diminution constante.

Figure 1 : APD, IDE, TFM en pourcentage du GDP

Figure 2 : APD, IDE, TFM en valeur absolue



Source : Calcul des auteurs à partir des données du WDI (Banque mondiale, 2010).

Les données observées ont une structure permettant de décrire à la fois la dimension spatiale et la dimension temporelles du phénomène des TFM dans ces différents pays. Encore appelées données de panel, ils permettent d'utiliser l'information statistique sous une double dimension : individuelle et temporelle. Il s'ensuit donc un gain d'efficacité en matière de précision des estimations.

5- Estimation des modèles et résultats

Nous avons procédé à des estimations distinctes pour chacun des modèles. En ce qui concerne le modèle de pauvreté (1), l'estimateur des Variables Instrumentales (VI) est utilisé pour surmonter les problèmes rencontrés avec les estimateurs standards¹. En effet, l'estimateur des VI est plus approprié pour des études comme celles que l'on rencontre dans la littérature des relations internationales qui examinent un grand nombre de relations entre pays. En outre, la formulation retenue pour le modèle et l'estimation par les VI permet de corriger d'éventuels biais de spécification occasionnés par l'omission de variables explicatives non disponibles sur l'ensemble de la période d'étude. La constante spécifique

¹ Par exemple, les méthodes des Moindres Carrées de variables muettes (the least squares dummy variable LSDV) ou du "within group" lorsque appliqué à ce modèle donnent des estimateurs biaisés et non convergents. Baltagi (1995) recommande l'usage de Variables instrumentales pour remédier à ces problèmes.

individuelle représentant les caractéristiques non aléatoires et invariantes dans le temps, propres à chaque pays (Kristensen et Wawro, 2002).

À partir de nos estimations, nous constatons, toute chose égale par ailleurs, qu'un accroissement des TFM de 10% conduit à un accroissement de la pauvreté dans les mêmes proportions (tableau 3 Colonne 2). Ce résultat semble montrer que l'afflux des TFM en Afrique Subsaharienne ne profite pas aux populations les plus pauvres. Les TFM semblent plutôt favoriser la montée des inégalités économiques. Ceci se justifie entre autre par le fait que les niveaux de pauvreté étant très élevés dans les différents pays, les migrations internationales concernent beaucoup plus les ménages non pauvres et minoritaires, capables de supporter le poids de cette aventure coûteuse. Les membres de ces ménages, un peu plus aptes à effectuer des migrations, semblent être aussi les principaux bénéficiaires des TFM. Pendant ce temps, les ménages pauvres ne profitent pas directement de ce type de transferts qui tendent de ce fait à accroître les inégalités et éventuellement l'augmentation de la pauvreté. Les données du tableau 4 (en annexe) révèlent bien des niveaux de pauvreté et d'inégalités élevés dans la plupart des pays du panel.

Toutefois, on relève que l'indicateur de développement humain (capital humain) influence fortement la réduction de la pauvreté. Une hausse de cet indicateur de 1 point entraîne une réduction de la pauvreté d'un peu plus de 142 point (Cf. tableau 3 colonne 2).

La méthode à correction d'erreur standard en panel, développé par Beck et Katz (1996), est utilisée pour estimer le modèle de croissance. L'emploi de cette méthode se justifie entre autre par le fait qu'elle est efficace pour l'estimation des modèles de panel à effets fixes prenant en compte une variable endogène retardée¹. En outre, l'utilisation de la méthode à correction d'erreur standard en panel permet l'amélioration des inférences faites compte tenu de la complexité du processus d'erreur². L'estimation par la méthode à correction d'erreur standard permet d'obtenir des écarts types plus fiables que ceux des autres méthodes

¹ L'introduction de la variable endogène retardée est utile pour l'utilisation de la méthode correction d'erreur standard en panel pour un couple de raisons. Cette méthode n'est appropriée que si la corrélation sérielle n'est pas présente dans les données. Une méthode standard (sans doute la méthode préférée) pour enlever la corrélation sérielle qui se produit souvent dans les données de panel est d'inclure une variable dépendante retardée dans la spécification du modèle Kristensen et Wawro (2003), ce qui a été fait dans notre cas pour corriger les corrélations sérielles.

² Les erreurs dans les modèles de panel peuvent être associées aux variances qui diffèrent selon les unités transversales en raison de leurs caractéristiques propres (Hétéroscédasticité de panel) ou encore à la corrélation temporelle des erreurs. Beck et Katz (1995) affirment qu'une façon originale de procéder lors de la manipulation des structures complexes d'erreur dans l'analyse des panels est d'estimer les coefficients par les MCO et mettre en œuvre par la suite la méthode à correction d'erreurs standards en panel.

recommandées dans la littérature¹. En outre, cette méthode permet d'obtenir des estimateurs de qualité lorsqu'elle est appliquée sur des échantillons de petite taille (Beck et Katz 1996)².

On observe de prime abord que le coefficient associé aux TFM dans le modèle de croissance est positifs et statistiquement significatif. Un accroissement des TFM de 10% correspond, toute chose égale par ailleurs, à une augmentation de la richesse de 8,6% (en termes de croissance du PIB par tête). D'après ces résultats en Afrique Subsaharienne, l'impact des TFM sur la croissance économique est prépondérant³. Ces résultats montrent que les TFM peuvent alléger la contrainte de crédit pour les ménages bénéficiaires, permettant ainsi un accroissement de l'investissement privé. En outre, conformément à la littérature sur les autres orientations des TFM, lorsque ceux-ci ne sont pas utilisés pour des investissements privés, ils sont couramment orientés vers l'éducation et la santé, ce qui permet une amélioration du capital humain. Une proposition à ce niveau peut se faire conformément à la littérature dans le domaine qui suggère l'orientation de cette ressource vers les investissements en capital physique et en capital humain. Puisque l'amélioration de l'indicateur de développement humain semble être propice à la lutte contre la pauvreté.

Tableau 3 Pauvreté, Croissance et TFM entre 1994-2009⁴

	Regression par Variable Instrumentale		Méthode à correction d'erreur standard	
	Modèle Pauvreté		Modèle Croissance	
Investissement	1.330746 (1.229034)		.0563807*** (.030582)	
TFM	.1018474 (.6275169)		.0866241*** (.0463163)	
Inégalité	1.713251* (.3209033)			
Capital Humain	-142.6494* (47.27475)			
PIBt-1			.314835* (.0576933)	
Dép Publique			-.2538485* (.0740403)	
Degré d'ouverture			-.0220104* (.0085811)	
Inflation			.0021844 (.0024779)	

¹Estimateurs "within group", LSDV.

² La méthode à correction d'erreur standard en panel sont destinés à répondre à des situations où T est plus grand, mais pas beaucoup plus grand que N, cette méthode a même été utilisée pour les données où N est beaucoup plus grande que T (Keith 1999; Kristensen et Wawro, 2003).

³ Contrairement aux résultats obtenus dans une analyse similaire faite sur les pays d'Asie et du pacifique où une augmentation des TFM de 1% permet d'observer une augmentation de la croissance de 0,03% Jongwanich (2007).

⁴ Entre parenthèse nous avons les écart-types. *, **, *** indiquent que les résultats sont significatifs respectivement à 1%, 5% et 10%.

Constance	21.98902 (24.20322)		7.312982* (1.614318)	
Instrumented:	PIB par tête		Autocorrelation: no autocorrelation	R-squared = 0.5193
Instruments:	Degré d'ouverture	Inflation	Estimated autocorrelations = 0	Wald chi2 =128.24
F test that all u_i=0:	F(16,47) = 8.50	Prob > F = 0.0000	Estimated covariances= 153	Prob > chi2 = 0.0000
sigma_u 13.340133 Number of obs = 68	sigma_e 7.1378958	rho .77742412 (fraction of variance due to u_i)	Number of obs = 68	

Source: Par les auteurs à partir des données de la Banque Mondiale

Bien plus, les États devraient accorder une attention particulière aux TFM puisque cette source de financement constitue au regard de nos résultats, un élément clef de la croissance économique au même titre que les exportations et les Investissements. On peut aussi relever que les autres coefficients des variables associées au modèle de croissance ont les signes escomptés dans la littérature et sont presque tous statistiquement significatifs¹. Le signe négatif et significatif du coefficient associé au degré d'ouverture met en exergue la fragilité des pays de l'Afrique Subsaharienne à toute politique de libéralisation commerciale dans une perspective de croissance économique.

Au-delà de ces résultats, il est important de relever que les TFM peuvent avoir un effet indirect sur la réduction de la pauvreté, étant donné qu'ils affectent positivement la croissance économique, élément clef des politiques de lutte contre la pauvreté. Comme déjà relevé dans la section 3, les TFM peuvent générer des revenus même pour les familles qui ne reçoivent pas ces flux de transferts à travers l'effet multiplicateur liée à l'accroissement des dépenses. Étant donné que les familles des migrants vont accroître leurs consommations de biens et services produits dans les secteurs à excédent de capacité, la demande additionnelle peut favoriser la création des emplois pour les autres familles qui créent des demandes additionnelles à travers leurs consommations. Ce type d'effet multiplicateur peut favoriser un recul de la pauvreté, même pour les familles pauvres qui ne reçoivent pas directement des TFM.

6- Conclusion

L'objectif de ce papier était d'évaluer l'influence des TFM sur la pauvreté et la croissance économique dans les pays de l'Afrique Subsaharienne sur la période 1994-2009.

¹ A l'exception de l'inflation dont le coefficient n'est pas du tout significatif. Ceci peut toutefois s'expliquer par le fait que la plupart de ces pays appartiennent à une zone monétaire (Benin, Cameroun, Gabon, Mali, Niger, Sénégal, Togo, entre autre.) dans laquelle la politique monétaire est quasi inexistante.

Les développements effectués permettent de constater qu'au-delà du fait que la littérature analysant l'impact des TFM sur le développement soit riche et variée, elle reste sujette à de nombreuses controverses. Pendant que certains auteurs considèrent les TFM comme n'ayant aucune implication sur la réduction de la pauvreté d'une part et sur la relance de la croissance économique d'autre part, certains auteurs la considère plutôt comme un élément incontournable pour le développement des pays pauvres. L'évolution sans cesse croissante des flux de financements issus de cette source, même en période de crise renforce cette position.

La méthodologie utilisée pour apporter réponse à la préoccupation de savoir si les TFM participent au développement des pays bénéficiaires, s'appuie sur deux modèles ayant des approches d'estimation distinctes. La première approche utilise une estimation par les variables instrumentales en panel pour le modèle de pauvreté et la seconde la approche la méthode à correction d'erreurs standard en panel pour estimer le modèle de croissance.

Des estimations effectuées, on note de façon générale que les TFM ne contribuent pas directement à la réduction de la pauvreté. En revanche, ils contribuent significativement à la croissance économique. Toutefois, le fait que le coefficient associé aux TFM dans le modèle de pauvreté ne soit pas significatif, malgré l'importance de cette source de financement comme vecteur de croissance en Afrique Subsaharienne, ouvre la voie à des interprétations diverses sur les possibilités pour les TFM de réduire à terme la pauvreté.

Comme recommandation de politique dans la région, il est important pour les états de des pays en question de considérer les TFM comme un élément clef de la croissance, au même titre que l'investissement et les exportations. Ceci étant, ces politiques doivent envisager la manière dont les TFM devraient être orientés pour impulser le développement, notamment à travers la formation du capital humain et le développement des infrastructures de base.

Au-delà de toutes ces implications, il est important pour les gouvernements de disposer d'une base de données de meilleure qualité en ce qui concerne l'évolution des transferts, puisque les données sur les TFM ne sont pas toujours disponibles. Dans certains pays, les TFM sont même assimilés aux revenus des exportations, aux dépôts des non résidents ou encore aux IDE. En outre, une grande partie des transferts sont acheminés par des circuits informels, ce qui rend difficile la visibilité des décideurs sur la contribution réelle des TFM au développement en Afrique Subsaharienne. Ce n'est qu'à ce prix qu'il sera possible d'envisager les TFM comme un levier incontournable de développement en l'Afrique Subsaharienne.

Références bibliographiques

Adams, R.H., Jr. (1991), The Effects of International Remittances on Poverty, Inequality and Development in Rural Egypt, Research Report no 96, International Food Policy Research Institute.

Adams, R and J. Page (2005), 'Do International Migration and Remittances Reduce Poverty in Developing Countries?', *World Development*, Vol. 33 (10): 1645-69.

Adams R. et J. Page (2003), International Migration, Remittances and Poverty in Developing Countries,

Ahlburg, D. (1991), 'Remittances and Their Impact', A study of Tonga and Western Samoa', *Pacific Policy Paper No.7*, The Australian National University, Canberra.

Amewoa A., K. (2008) l'Aide au Développement aide-t-elle le développement ? Le cas de l'Afrique Sub-saharienne. Thèse de doctorat en Sciences économiques, Université de Limoge.

Baltagi, Badi H. 1995. *Econometric Analysis of Panel Data*. New York: Wiley.

Banque mondiale (2003), "World Development Indicators 2003", *database*.

Banque mondiale (2005), *World Development Report*, Washington DC, World Bank.

Banque mondiale (2006), *Global Economic Prospects*, World Bank, Washington DC.

Banque mondiale (2010), "World Development Indicators 1999-2009", *database*.

Barro, R. (1996), 'Determinants of Economic Growth: A Cross-Country Empirical Study', *NBER Working Paper 5698*, National Bureau of Economic Research.

Barro, R. and X. Sala-i-Martin (1995), *Economic Growth*, McGraw-Hill, Cambridge, MA.

Beck, Nathaniel and Jonathan N. Katz. 1995. "What To Do (and Not To Do) with Time-Series-Cross-Section Data in Comparative Politics." *American Political Science Review* 89: 634-647.

Beck, Nathaniel and Jonathan N. Katz. 1996. "Nuisance vs. Substance: Specifying and Estimating Time-Series-Cross-Section Models." *Political Analysis* 6: 1-36.

Berg A. and A. Krueger (2003), 'Trade, Growth, and Poverty: A Selective Survey', *IMF Working Paper 03/30*, International Monetary Fund, Washington DC.

Brown, R.P.C (1994), 'Migrants' Remittances, Savings and Investment in the South Pacific', *International Labour Review*, Vol. 133 (3): 357-67.

Bugamelli M., et Paterno F., 2008 Output Growth Volatility and Remittances, *Bank of Italy Temi di Discussione (Working Paper) No. 673*.

Burnside Craig & David Dollar (2000), "Aid, Policies, and Growth". *American Economic Review*, September 90 (4) pp 847-68.

Chami R., Barajas A., Cosimano T., Fullenkamp C., Gapen M., et Montiel P., (2008) *Macroeconomic Consequences of Remittances*, IMF Washington DC, Occasional Paper 259

Chami R, Hakura D and Montiel P (2009) “Remittances: An Automatic Output Stabilizer?” *IMF Working Papers*: 91/2009.

Chauvet, L., Mesplé-Somps (2007) L’aide publique au développement et les investissements directs étrangers en Afrique sont-ils complémentaires ? *Revue Tiers-Monde*, n°192, pp. 815-832.

Clemens M., Radelet S., et Rikhil B., (2004), “Aid and Growth : The Current Debate and Some New Evidence”, *Center for Global Development*.

Collier Paul & Dollar David (2002), “Aid Allocation and Poverty Reduction”, *European Economic Review*, 46 (8), 1475-1500, World Bank.

De la Fuente (2008) *Remittances and Vulnerability to Poverty in Rural Mexico* World Institute Of Development Economic Research, Research Paper No. 2008/17

Dollar, D. and A. Kraay (2002), ‘Growth is Good for the Poor’, *Journal of Economic Growth*, Vol. 7 (3): 195-225.

Easterly William (2003), “The Cartel of Good Intentions: The problem of Bureaucracy in Foreign Aid”, Department of Economics, New York University and Center for Global Development, *Policy Reform*, Vol.00 pp 1-28.

Ebeke C., 2010. "Transferts des migrants, ouverture sur l'extérieur et dépenses publiques dans les pays en développement," Working Papers halshs-00552983 CERDI

Domar E., (1946) "Capital Expansion, Rate of Growth and Employment", *Econometrica*.

Fajnzylber, P., & H. Lopez. (2007). *Close to Home: The Development Impact of Remittances in Latin America*. The World Bank, Washington DC.

Giuliano, P., & M. Ruiz-Arranz. 2005. —Remittances, Financial Development and Growth. *IMF Working Paper Series*, WP/05/234, IMF.

Global Development and Finance (2003) *Workers' Remittances: An Important and Stable Source of External Development*, World Bank *GDF2003*

Gupta S, Pattillo A and Wagh S (2009) “Effect of Remittances on Poverty and Financial Development in Sub-Saharan Africa,” *World Development*, 37, 104-115.

Hall Robert and Chad Jones (1999), “Why Do Countries Produce So More Output per Worker than Others?”, *Quarterly Journal of Economics*, 114, 83-116.

Harris J.R et Todaro M.P. (1970), *Migration, Unemployment and Development: A total sector analysis*, *AER*, 60, 1

Kapur, Devesh and Singer, David Adrew (2006) “Remittances and Government Spending, and the Global Economy”, Annual Meeting, San Diego, CA, March 22-25, 2006.

Keith, Linda Camp. 1999. “The United Nations International Covenant on Civil and Political Rights: Does It Make a Difference in Human Rights Behavior?” *Journal of Peace Research* 36 (1): 95–118.

Koechlin, V., & G. Leon. 2007. —International Remittances and Income Inequality: An Empirical Investigation. *Journal of Policy Review*, Vol. 10, No. 2.

Kristensen I. P et Wawro G., (2003) Lagging the Dog?: The Robustness of Panel Corrected Standard Errors in the Presence of Serial Correlation and Observation Specific Effects, *Working paper*

Lucas, R.E.B. (1988) —Emigration to South Africa’s Mines. *American Economic Review*, Vol. 77, No. 3, pp. 313-330. Nagarajan 2009

Ratha, D. (2005). ‘Remittances: A Lifeline for Development’. *Finance and Development*, vol. 42, no. 4, 42.

Ratha et al (2007), *Remittance Trends 2007*, Migration and Development Brief 3, Development Prospects Group, Migration and Remittances Team, November

Russell et Stanton (1992), *Migrants Remittances and Development*, *International Migration Quarterly Review* 30 (4/4); 267-87).

Ratha, D, (2003), “Workers’ Remittances: An important and Stable Source of External Development Finance”, *Global Development Finance*, 157 – 172.

Spatafora, N. (2005). ‘Two current issues facing developing countries’, *World Economic Outlook*, International Monetary Fund, Washington, DC.

Stark, O and D. Levhari (1982), ‘On Migration and Risk in LDCs’, *Economic Development and Cultural Change*, Vol. 31 (1): 191-96.

Todaro M. P. (1969), A model of labor migration and urban unemployment in less development countries, *AEZ*, 59

Viet, C. N. (2008), *Do foreign Remittances Matter to Poverty and Inequality?: Evidence from Vietnam*, *Economics Bulletin*, Wageningen University.

Woodruff, C., & B. Zenteno. 2001. —Remittances and Micro Enterprise in Mexico. *UCSD Graduate School of International Relations and Pacific Studies Working Paper*, University of California San Diego.

Yang, D (2004), ‘International Migration, Human Capital, and Entrepreneurship: Evidence from Philippine Migrants’ Exchange Rate Shocks’, *Ford School of Public Policy Working Paper No. 02-011*, University of Michigan, Ann Arbor.

DOCUMENTS ANNEXES

Tableau 4 Pays de l'échantillon et statistiques de pauvreté-inégalités entre Countries 1994 et 2009

Groupe pays	Série pays	Dates	Incidence Pauvreté (%)	Inégalité Gini (%)	Groupe pays	Série pays	Dates	Incidence Pauvreté (%)	Inégalité Gini (%)
1	Benin	2003	54,31	58,64	10	Lesotho	1994	46.15	63.16
2	Botswana	1994	31,23	60,96		Lesotho	2002	43.41	52.50
3	Cameroun	1996	51.46	46.82	11	Malawi	1997	83.07	50.31
	Cameroun	2001	32.81	44.56		Malawi	2004	73.86	39.02
	Cameroun	2007	9.56	38.91	12	Mali	1994	86.08	50.56
4	Cap vert	2001	21,02	50,52		Mali	2001	61.18	40.01
	Éthiopie	1995	60.52	39.96		Mali	2006	51.43	38.99
5	Éthiopie	1999	55.58	30.00	13	Niger	1994	78.17	41.53
	Éthiopie	2004	39.04	29.76		Niger	2005	65.88	43.89
	Gabon	2005	4,84	41,45		Niger	2007	43.09	34.04
7	Ghana	1998	39.12	40.75	14	Nigeria	1996	68.51	46.50
	Ghana	2005	29.99	42.76		Nigeria	2003	64.41	42.93
8	Guinée Con	1994	36.77	40.30	15	Sénégal	1994	54.11	41.44
	Guinée Con	2003	70.13	43.34		Sénégal	2001	44.19	41.25
	Guinée Con	2007	43.34	39.35		Sénégal	2005	33.50	39.19
9	Kenya	1994	28.50	42.07	16	Sierra Leone	2003	53.37	42,52
	Kenya	1997	19.57	42.51	17	Togo	2006	38,68	34,41
	Kenya	2005	43.37	47.68					

Source: Base de données PovcalNet de la Banque Mondiale

Tableau 5 Modèle de pauvreté

			Sources
Pov	la pauvreté mesurée par l'incidence de la pauvreté, définit comme la proportion de la population en dessous du seuil de pauvreté ¹		PovcalNet database ²
Grow	le taux de croissance moyen du revenu par tête, mesuré par le taux de croissance du PIB par tête en dollar constant.		World Development Indicator 2011 World Bank
In	les inégalités, mesuré à partir de l'indice de Gini		PovcalNet database ³
TFM	les Transferts Financiers des Migrants exprimé en pourcentage du PIB		
CH	le capital humain (CH), mesuré par l'indicateur de développement humain du Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD)		World Development Indicator 2011 World Bank
C	la variable de contrôle	l'inflation (Inf), mesuré par les variations annuelles en pourcentage de l'indice de prix à la consommation. Dans les pays	

¹ PPP is defined 1.25 dollar

² available at : <http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet/jsp/index.jsp>.

³ available at : <http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet/jsp/index.jsp>.

		où ces données ne sont pas disponibles, le déflateur du PIB est utilisé comme substitut (Lesotho)	
		le degré d'ouverture (<i>DO</i>) est mesuré comme le logarithme du rapport entre la somme importations et exportation sur la production totale	

Source: Par l'auteur

Tableau 6 Modèle de Croissance

			Sources
<i>Grow</i>	le taux de croissance moyen du revenu par tête, mesuré par le taux de croissance du PIB par tête en dollar constant.		World Development Indicator 2011 World Bank
$PIB_{i,t-1}$	est le revenu par tête initial, mesuré par le logarithme du niveau du PIB réel par tête en dollar constant au début de chaque tranche de 4 ans dans le panel.		World Development Indicator 2011 World Bank
<i>I</i>	le taux d'investissement de l'économie mesuré par la Formation Brute du Capital Fixe en dollar constant exprimé en proportion (pourcentage) du PIB	En absence d'information sur la FBCF, nous avons considéré le GNI. GNI/GDP (cas du Nigeria)	World Development Indicator 2011 World Bank
<i>TFM</i>	les Transferts Financiers des Migrants exprimé en pourcentage du PIB		World Development Indicator 2011 World Bank
<i>VE</i>	variables environnementales	la consommation du gouvernement (CGouv), mesuré par comme le logarithme du niveau de consommation du gouvernement en dollar constant.	
		le degré d'ouverture (<i>DO</i>) est mesuré comme le logarithme du rapport entre la somme importations et exportation sur la production totale	
		l'inflation (<i>Inf</i>), mesuré par les variations annuelles en pourcentage dans l'indice de prix à la consommation. Dans les pays où ces données ne sont pas disponibles, le déflateur du PIB est utilisé comme substitut	

Source: Par l'auteur